



Commune de Villars-sur-Glâne
Conseil communal

1752 Villars-sur-Glâne 1
Case postale 176
Chèques postaux 17-193-0
www.villars-sur-glane.ch

Séance du Conseil général du 1^{er} octobre 2015

MESSAGE AU CONSEIL GENERAL

relatif au règlement pour le service de défense contre l'incendie et de lutte contre les éléments naturels

Madame la Présidente,
Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux,

Le Conseil communal a l'avantage de soumettre à votre examen et à votre approbation le projet du nouveau règlement communal pour le service de défense contre l'incendie et de lutte contre les éléments naturels.

I. INTRODUCTION

Le règlement actuellement en vigueur date de 1998 et n'a, jusqu'à ce jour, fait l'objet d'aucune adaptation. Or, l'organisation de la défense incendie de notre Commune a passablement évolué pour se mettre en conformité avec les modifications de la loi sur la police du feu et de la protection contre les éléments naturels (LPolFeu) et du règlement sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RPolFeu) consécutif au rapport Frifire.

Ce nouveau règlement répond à l'organisation actuelle du service du feu conformément à la législation en vigueur. Il est assorti de 3 annexes réglant l'astreinte de certains employés communaux, les tarifs des soldes et ceux de facturation d'intervention.

Ce règlement, après avoir été discuté au sein de la Commission communale du feu et de la protection de la population et à l'Etat-major du Corps des sapeurs-pompiers, a obtenu l'aval de la Préfecture, du Service des communes ainsi que de l'Inspection cantonale des sapeurs-pompiers.



II. PRINCIPALES ADAPTATIONS

Partie A Obligation de servir – recrutement – fin de service

Les articles 5 à 7 (nouveaux) ont été adaptés à l'organisation actuelle en intégrant le mode de recrutement sans une obligation de servir liée à une taxe, ainsi que le statut des employés communaux astreints au service du feu.

Article 10

Sur demande du Service des Communes et pour des motifs d'ordre juridique, les tarifs de facturation d'intervention, figurant dans l'annexe 3, doivent être approuvés par le Conseil général.

Partie C Organisation du corps

L'organisation du service du feu a été adaptée au fonctionnement et aux missions actuels. La notion de service de police a été abandonnée dans le règlement proposé. En effet, l'article 461 du règlement du 28 décembre 1965 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels traite déjà de cette question.

Chapitre IV - Sanctions pénales et disciplinaires

Ce chapitre a été remanié afin de donner à l'Etat-major du Corps des sapeurs-pompiers et au Conseil communal une base plus précise pour la gestion de l'organisation d'un service de milice.

Annexes

Comme indiqué ci-dessus, le principe des annexes permet au Conseil général (pour l'annexe 3) respectivement au Conseil communal (pour les annexes 1 et 2) de procéder à des modifications sans devoir entreprendre la procédure de consultation et d'approbation au niveau cantonal.

Annexe N° 1 Employés communaux astreints

Cette annexe reprend les modalités d'exécution du service de piquet du Corps des sapeurs-pompiers édictées par le Conseil communal le 1^{er} décembre 2008 et fait partie intégrante du règlement.

Annexe N° 2 Tarifs des soldes du service du feu

Ce document reprend les tarifs actuellement en vigueur (modifié le 1^{er} janvier 2009). Il fait partie intégrante du règlement.

Annexe N°3 Tarifs de facturation d'intervention

Les tarifs ont été adaptés à ceux actuellement en vigueur pour les centres de renfort approuvés par l'ECAB (modifié le 1^{er} janvier 2009). Cette annexe fait, elle aussi, partie intégrante du règlement.

Entrée en vigueur

En cas d'acceptation par le Conseil général, l'entrée en vigueur de ce règlement et de ses annexes est prévue au 1^{er} janvier 2016.

III. PROPOSITION

Le Conseil communal propose au Conseil général d'approuver le règlement pour le service de défense contre l'incendie et de lutte contre les éléments naturels ainsi que son annexe 3 et, partant, d'abroger le règlement du 26 octobre 1998.

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux, à l'assurance de nos meilleurs sentiments.

Le Conseiller communal
responsable du dicastère du service du feu



Pierre-Emmanuel Carrel

Approuvé par le Conseil communal
dans sa séance du 7 septembre 2015

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Secrétaire



Emmanuel Roulin



La Syndique



Erika Schnyder

Annexes : - Projet de règlement
- Annexe N° 1 Employés communaux astreints
- Annexe N° 2 Tarifs des soldes du service du feu
- Annexe N° 3 Tarifs de facturation d'intervention

<p align="center">REGELEMENT ORGANIQUE DU SERVICE DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE</p>	<p align="center">PROJET DE REGLEMENT POUR LE SERVICE DE DEFENSE CONTRE L'INCENDIE ET DE LUTTE CONTRE LES ELEMENTS NATURELS</p>
<p align="center">Le Conseil général de Villars-sur-Glâne</p> <p align="center">V u :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la loi cantonale du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (ci-après : la loi) - le règlement du 28 décembre 1965 d'exécution de ladite loi (ci-après : le règlement cantonal) - la loi du 10 mai 1963 sur les impôts communaux et paroissiaux - la loi du 25 septembre 1980 sur les communes - le décret du Grand Conseil du 18 novembre 1997 - la loi fédérale du 17 juin 1994 sur la protection civile (LPCI) - l'ordonnance fédérale du 19 octobre 1994 sur la protection civile (OPCI) - la convention relative à la collaboration intercommunale en matière de défense-incendie dans le Grand-Fribourg du 18 décembre 1996 <p align="center">E d i c t e</p>	<p align="center">Le Conseil général de Villars-sur-Glâne</p> <p align="center">V u :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la loi cantonale du 12 novembre 1964 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RSF 731.0.1 ; ci-après : LPolFeu) - le règlement du 28 décembre 1965 sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (RSF 731.0.11 ; ci-après RPolFeu) - la loi du 13 décembre 2007 sur la protection de la population (LProtPop ; RSF 52.2) - la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (LCo ; RSF 140.1) - la convention relative à la collaboration intercommunale en matière de défense incendie dans le Grand-Fribourg du 18 décembre 1996 <p align="center">A r r ê t e</p>
<p>Art. 1 Le Conseil communal</p> <p>1.1 Le Conseil communal est responsable de la défense contre l'incendie et de la protection contre les éléments naturels sur le territoire de la Commune de Villars-sur-Glâne</p> <p>1.2 Pour accomplir sa mission, le Conseil communal dispose de :</p> <p>1.21 de la Commission locale du feu ;</p> <p>1.22 du corps des sapeurs-pompiers.</p> <p>1.3 <u>Egalité hommes-femmes</u> Dans le présent règlement, les termes désignant les personnes s'appliquent aux femmes et aux hommes.</p>	<p>CHAPITRE I – Généralités</p> <p>Art. 1 Le Conseil communal est responsable de la défense contre l'incendie et de la protection contre les éléments naturels.</p> <p>Art. 2 Idem que l'article 1.2</p>

<p>Art. 2 La Commission locale du feu</p> <p>2.1 La Commission locale du feu est composée de 7 membres, nommés par le Conseil communal pour la durée d'une période administrative. Elle est présidée par un membre du Conseil communal. Le commandant du corps des sapeurs-pompiers en fait partie de droit.</p> <p>2.2 Les compétences de la Commission locale du feu sont celles prévues par l'art. 7 de la loi et par l'art. 3 du règlement cantonal.</p> <p>2.3 Dans le cadre de l'organisation de la commune, le Conseil communal peut lui confier d'autres tâches.</p>	<p>CHAPITRE II – Commission locale du feu</p> <p>Art. 3 La commission locale du feu est composée d'au minimum 5 membres, nommés par le Conseil communal pour la durée d'une législature. Elle est présidée par un membre du Conseil communal. Le commandant du corps de sapeurs-pompiers en fait partie de droit ; il peut se faire représenter par un officier.</p> <p>Art. 4 Les compétences de la commission locale du feu sont celles prévues par les articles 7 LPolFeu et 3 et 3a du RPolFeu.</p>
<p>Art. 3 Le corps des sapeurs-pompiers</p> <p>3.1 <u>Obligation de servir – recrutement – exemption</u></p> <p>3.11 Le service de défense contre l'incendie est obligatoire pour toute personne domiciliée sur le territoire de la commune, quelle que soit sa nationalité, à partir du 1^{er} janvier de l'année de ses 20 ans, jusqu'au 31 décembre de ses 52 ans.</p> <p>3.111 Des jeunes personnes dès 18 ans révolus peuvent être incorporées, à leur demande et si l'effectif du corps le permet.</p> <p>3.12 Aucune personne reconnue apte au service militaire ou similaire, ne peut être dispensée pour cause de déficience physique.</p> <p>3.13 Sont dispensés du service dans le corps des sapeurs-pompiers :</p> <p>3.131 les membres du corps de la police cantonale, communale et les gardiens de prison ;</p> <p>3.132 les apprentis, les étudiants jusqu'à 25 ans, les séminaristes et les ecclésiastiques ;</p>	<p>CHAPITRE III - Corps des sapeurs-pompiers</p> <p>A <u>Obligation de servir - recrutement - fin de service</u></p> <p>Art. 5 ¹Le service de défense contre l'incendie est volontaire pour tout homme ou femme domicilié/e sur le territoire de la commune, quelle que soit sa nationalité, dès 18 ans révolus et jusqu'au 31 décembre de l'année où il/elle atteint 52 ans.</p> <p>²Nul ne peut toutefois exiger son incorporation dans le corps des sapeurs-pompiers.</p> <p>³Certains employés communaux sont astreints au service du feu, l'annexe 1 en fixe les modalités.</p> <p>⁴De plus, si les conditions de motivation, de compétence ainsi que de disponibilité sont remplies, la possibilité est offerte aux membres du corps employés par la commune qui en font expressément la demande de poursuivre le service sur une base volontaire jusqu'à l'âge de 60 ans.</p> <p>⁵La démission doit être envoyée par écrit au commandant pour la fin d'une année, respectivement la fin d'un trimestre. Les officiers adresseront leur démission par écrit au Conseil communal avec copie à l'Etat-major. Demeure réservée l'exclusion immédiate en cas de faute grave (cf art. 28 al. 3 du présent règlement).</p>

<p>3.133 les personnes indispensables à l'exploitation du service des postes, des télécommunications, des transports publics et de distribution d'énergies ;</p> <p>3.134 le personnel indispensable au fonctionnement des services de la santé publique et des homes destinés aux personnes âgées ;</p> <p>3.135 les bénéficiaires de rentes AI ;</p> <p>3.136 Les membres du Conseil communal en exercice ;</p> <p>3.137 les personnes incorporées dans un corps de sapeurs-pompiers d'entreprises affilié à une fédération officielle ;</p> <p>3.138 dans des cas exceptionnels, des membres de corps de sapeurs-pompiers voisins qui, malgré leur déménagement à Villars-sur-Glâne, y resteraient incorporés pour des motifs techniques, à la demande de leur commandant et avec l'accord de la Commission locale du feu de Villars-sur-Glâne.</p> <p>3.139 les personnes qui s'occupent dans leur propre ménage d'une personne invalide ou impotente, ou d'un enfant, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint l'âge de 16 ans révolus. Dans un couple marié, un seul conjoint bénéficie de cette exemption. Les femmes enceintes.</p> <p>3.140 les personnes ayant servi 20 ans au moins dans le corps des sapeurs-pompiers, de même que ceux qui l'ont quitté par suite de blessures en service.</p>	<p>Art. 6 ¹L'Etat-major recrute les membres en fonction des besoins de l'effectif qui ne peut être inférieur à 65 personnes ni supérieur à 85 personnes.</p> <p>²Il veille à ce qu'un minimum de l'effectif du corps des sapeurs-pompiers ne soit astreint ni à la protection civile ni à l'armée.</p> <p>³Le recrutement est décidé par l'Etat-major en tenant compte de l'effectif disponible. Sont retenues en premier lieu les personnes astreintes qui s'annoncent d'elles-mêmes pour être engagées dans le corps des sapeurs-pompiers à titre volontaire. Si tous les volontaires ne peuvent être engagés, la préférence sera donnée aux personnes dont la profession et les disponibilités correspondent le mieux aux besoins des sapeurs-pompiers.</p> <p>⁴Le recrutement a lieu par voie d'appel personnel et/ou par avis dans le bulletin communal.</p> <p>Art. 7 ¹Avant son entrée en fonction, le sapeur-pompier doit être déclaré apte au service par un médecin, conformément à la recommandation concernant l'examen médical des sapeurs-pompiers édictée par la Fédération Suisse des Sapeurs-Pompiers.</p> <p>²Les porteurs d'appareil de protection respiratoire sont périodiquement soumis à un examen médical conformément à la recommandation concernant l'examen médical des sapeurs-pompiers édictée par la Fédération Suisse des Sapeurs-Pompiers.</p> <p>³Les frais y relatifs sont pris en charge par la Commune.</p>
<p>3.2 <u>Compétences du Conseil communal</u></p> <p>3.21 Le Conseil communal nomme, conformément aux dispositions de la loi et du règlement cantonal :</p> <p>3.211 le commandant, sur proposition de l'Etat-major et de la Commission du feu, avec l'assentiment préalable du Préfet et de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ci-après : Etablissement)</p>	<p>B <u>Compétences du Conseil communal</u></p> <p>Art. 8 Le Conseil communal nomme, conformément aux dispositions de la loi et du règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le commandant, avec préalable du Préfet et de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ECAB), - le remplaçant du commandant et les officiers.

<p>3.212 le remplaçant du commandant et les officiers subalternes, sur proposition de l'Etat-major.</p> <p>3.22 Sur proposition de l'Etat-major, le Conseil communal recrute les membres.</p> <p>3.221 Il veille à ce que l'effectif du corps des sapeurs-pompiers soit composé d'environ 40 % de sapeurs-pompiers qui ne sont astreints ni à la protection civile, ni à l'armée.</p> <p>3.23 Il fixe le tarif des interventions ainsi que la solde des cadres et des hommes pour les sinistres, les services spéciaux et les exercices.</p> <p>3.3 <u>Equiperment et matériel</u></p> <p>3.31 L'équipement et le matériel de défense sont fournis et assurés par la commune, conformément aux exigences de la loi et du règlement cantonal.</p> <p>3.32 La compétence pour tenir à jour l'inventaire et l'état nominatif du corps est déléguée à l'Etat-major, Un rapport sur le matériel est adressé chaque année au Conseil communal et un inventaire tenu à jour.</p> <p>3.33 Chaque personne doit tenir son équipement en bon état. Il le restitue spontanément, propre et en bon état, au moment où il quitte le corps.</p> <p>3.4 <u>Organisation du corps des sapeurs-pompiers</u></p> <p>3.41 Le corps des sapeurs-pompiers, organisé militairement, est placé sous les ordres du commandant et la surveillance du Conseil communal et de la Commission du feu. Il est composé d'un effectif de : minimum 70 personnes et maximum 85 personnes.</p> <p>3.42 Le corps des sapeurs-pompiers est affilié à la Fédération du district de la Sarine, à la Fédération cantonale et à la Fédération suisse des sapeurs-pompiers, dont les diverses cotisations sont payées par la commune.</p> <p>3.43 La direction du corps des sapeurs-pompiers est confiée à un Etat-major d'un minimum de 5 personnes. En font partie : le commandant, son remplaçant, des officiers et des sous-officiers supérieurs.</p>	<p>Art. 9 Le Conseil communal fixe le traitement des cadres, la solde des cadres et des sapeurs-pompiers pour les exercices, pour les sinistres et pour les services spéciaux, en tenant compte du grade et de l'importance de la fonction (annexe 2).</p> <p>Art. 10 ¹Le Conseil général, sur proposition du Conseil communal, fixe le tarif de facturation d'intervention (annexe 3).</p> <p>²L'intervention est facturée au propriétaire, respectivement au responsable. Les coûts liés aux incendies et aux interventions dues aux éléments naturels restent toutefois à la charge de la Commune, à l'exception des cas de négligence grave ou intentionnels qui sont à la charge de l'auteur de l'acte.</p> <p>Art. 11 L'équipement des sapeurs-pompiers et le matériel de défense sont fournis par la Commune, conformément aux exigences de la LPolFeu et du RPolFeu, ainsi que des directives de l'ECAB.</p> <p>Art. 12 La compétence pour tenir l'inventaire du matériel et l'état nominatif du corps est déléguée à l'Etat-major.</p> <p>C <u>Organisation du corps</u></p> <p>Art. 13 Le corps des sapeurs-pompiers, militairement organisé, est placé sous la surveillance du Conseil communal et sous les ordres de son commandant. Il doit pouvoir assurer, en tout temps, une intervention rapide et efficace en cas de sinistre.</p> <p>Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un Etat-major, - un service de piquet diurne, - un service de piquet nocturne, - un service de piquet de week-end / jours fériés.
--	--

<p>3.44 Le commandant du corps des sapeurs-pompiers est assermenté par le Préfet. Il est responsable de l'instruction et de la discipline de ses personnes. Pour le reste, les attributions du commandant et de son remplaçant sont fixées par le règlement cantonal.</p> <p>3.45 D'entente avec l'Etat-major, le commandant ou son remplaçant fixe la date des exercices obligatoires ; il les annonce au Conseil communal, à la Préfecture et à l'Etablissement.</p> <p>3.451 Au moins cinq exercices - dont un exercice d'alarme - engageant tout le corps - sont organisés chaque année. Trois exercices spéciaux sont organisés pour les cadres ainsi que les exercices nécessaires à la formation des divers spécialistes.</p> <p>3.46 Le commandant établit les plans de défense de la commune, les tient à jour et les exerce avec le corps. Il est responsable de l'organisation des services de piquet, d'alarme et de police. Après chaque incendie, il adresse un rapport détaillé au Conseil communal et en remet un double à la Préfecture. Le commandant veille à ce que les cotisations d'assurance à la caisse de secours de la Fédération suisse des sapeurs-pompiers soient payées dans les délais. Le commandant annonce sans tarder à ladite caisse les cas d'accident ou de maladie survenus ou contractés en service commandé, respectivement à l'Etablissement lorsqu'il s'agit d'un civil intervenant bénévolement ou sur réquisition.</p> <p>3.47 L'Etat-major nomme les sous-officiers, incorpore les personnes, organise les exercices et surveille l'entretien du local, du matériel et des véhicules.</p> <p>3.48 Les officiers, sous-officiers ainsi que les personnes assumant une fonction spéciale sont tenus de prendre part aux cours d'instruction organisés par l'Etablissement ou par une fédération, auxquels ils sont convoqués.</p> <p>3.49 Tout sapeur-pompier, quel que soit son grade, a le devoir et l'obligation de participer à la lutte contre le feu dès qu'il est alarmé et aux exercices auxquels il est convoqué.</p> <p>3.491 Les absences ne sont excusées que pour les causes suivantes et pour autant qu'elles aient été annoncées dès que possible :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un décès dans la proche famille, - une maladie attestée par un médecin, - un service militaire soldé, - un autre cas de force majeure reconnue. 	<p>Art. 14 ¹La direction du corps est confiée au commandant. Il est soutenu dans cette tâche par l'Etat-major qui est constitué par des cadres supérieurs.</p> <p>²Les cadres doivent représenter au minimum un tiers de l'effectif total.</p> <p>Art. 15 ¹Le commandant du corps est responsable de l'instruction et de la discipline. Pour le reste, les attributions du commandant sont fixées par la LPolFeu et le RPolFeu.</p> <p>²Le commandant remplaçant supplée à toutes les tâches dévolues au commandant en son absence.</p> <p>Art. 16 ¹Le commandant fixe les dates des exercices obligatoires ; il les annonce, avant le 15 décembre, pour l'année suivante au Conseil communal, à la Préfecture, à l'Inspection cantonale des sapeurs-pompiers et au président de la Commission d'instruction du district.</p> <p>²Le commandant est responsable de l'organisation du système d'alarme conformément aux directives de l'ECAB.</p> <p>³Après un incendie, il adresse immédiatement un rapport détaillé au Conseil communal et à la Préfecture.</p> <p>Art. 17 ¹L'Etat-major propose au Conseil communal les candidatures pour les nouveaux officiers.</p> <p>²Il nomme les sous-officiers et incorpore les sapeurs-pompiers.</p> <p>Art. 18 ¹Les sapeurs-pompiers et les cadres sont soumis aux obligations prévues par les lois et règlements cantonaux.</p> <p>²Les absences sont reconnues excusables dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - décès dans la famille, - maternité, - maladie ou accident attesté par un certificat médical, - service militaire, - activité professionnelle urgente attestée par l'employeur, respectivement dûment motivée par un indépendant, - autres cas de force majeure.
---	--

<p>3.5 <u>Le service de police</u></p> <p>3.51 Le service de police prend les premières mesures propres à régler la circulation jusqu'à l'arrivée de la police communale ou cantonale.</p> <p>3.52 Le service de police assure la sécurité et maintient l'ordre sur le lieu d'un sinistre ou d'un exercice ; au besoin, il en interdit l'accès à toute personne non autorisée.</p> <p>3.53 Le service de piquet de police peut être engagé par le Conseil communal ou le commandant pour assurer l'ordre et la sécurité dans le cadre de manifestations publiques ou privées.</p> <p>3.6 <u>Le service de piquet</u></p> <p>3.61 Le corps des sapeurs-pompiers assure un service de piquet les samedis, dimanches et jours fériés. Le Conseil communal en fixe les modalités, sur proposition de la Commission locale du feu et de l'Etat-major.</p> <p>3.62 Le Conseil communal ou le commandant peut ponctuellement confier des tâches particulières à exécuter par le service de piquet.</p>	<p>Art. 19 ¹Les excuses sont remises par écrit au commandant ou à son remplaçant 48 heures avant l'exercice. Les absences injustifiées seront sanctionnées selon l'article 26.</p> <p>²Sur simple demande du commandant ou de son remplaçant, une justification de l'absence lui sera remise par écrit dans les 48 heures suivant l'exercice.</p> <p>Art. 20 ¹Chaque sapeur-pompier doit tenir son équipement en bon état et le rendre également en bon état au moment où il quitte le corps. En cas de détérioration non usuelle du matériel, celui-ci sera facturé au sapeur-pompier.</p> <p>²Le port de l'uniforme sans convocation, ainsi que l'utilisation de matériel de sapeurs-pompiers en dehors du service ne sont permis que sur autorisation explicite du commandant.</p> <p>Art. 21 La consommation de boissons alcoolisées et de drogues est interdite durant les prestations de service.</p> <p>Art. 22 Tout sapeur-pompier, quel que soit son grade, a le devoir de participer à la lutte contre le feu et contre tout autre sinistre dès qu'il est alarmé.</p> <p>Art. 23 Le corps fait partie de la Fédération Suisse des Sapeurs-Pompiers (FSSP). La participation à d'autres associations est réservée.</p> <p>Art. 24 ¹Les sapeurs-pompiers sont assurés à titre complémentaire auprès de la Caisse de secours de la FSSP conformément aux dispositions de l'assurance. Les cotisations sont payées par la Commune.</p> <p>²La Commune assure les véhicules privés réquisitionnés.</p> <p>³Les cas d'accident et de maladie doivent être annoncés immédiatement au commandant.</p> <p>⁴La Commune assure les membres du corps des sapeurs-pompiers dans le cadre de leur fonction, de leurs tâches ou activités officielles.</p>
---	---

Art. 4 Dispositions pénales et disciplinaires

- 4.1 Quiconque n'obtempère pas à un ordre ou contrevient d'une manière ou d'une autre aux prescriptions du présent règlement est passible d'amendes prévues par la loi sur les communes. Demeurent réservées les dispositions pénales réprimant les infractions prévues dans les lois fédérales et cantonales.
- 4.2 Toute réclamation concernant l'application du présent règlement doit faire l'objet d'un écrit motivé adressé au Conseil communal. Lorsque la réclamation est rejetée en tout ou partie par le Conseil communal, le recours contre cette décision est possible auprès du Préfet du district de la Sarine, dans un délai de 30 jours dès la communication de la décision.
- 4.3 L'absence non justifiée à un exercice ou à une intervention est punissable d'un avertissement écrit la première fois, d'une amende de Fr. 50.- la deuxième fois et d'une amende de Fr. 100.- avec exclusion du corps la troisième fois de la même année.
- 4.31 L'avertissement écrit est prononcé par l'Etat-major.
- 4.32 L'amende et l'exclusion du corps sont prononcées par le Conseil communal, sur proposition de l'Etat-major.
- 4.4 L'arrivée tardive à un exercice entraîne la perte de 50 % de la solde. Un retard supérieur à trente minutes entraîne la suppression de la solde de l'exercice en cause, sans pour autant équivaloir à une absence injustifiée.

CHAPITRE IV - Sanctions pénales et disciplinaires

Art. 25 ¹Celui ou celle qui n'obtempère pas à un ordre ou qui contrevient intentionnellement ou par négligence aux prescriptions du présent règlement est passible d'une amende de Fr. 20.- à Fr. 1'000.-, prononcée par le Conseil communal selon la procédure prescrite par les articles 86 ss de la Loi sur les Communes (LCo).

²Sont, d'autre part, réservées les dispositions pénales de la loi sur la police du feu et la protection contre les éléments naturels (art. 50 ss).

³Constituent une violation des obligations de service notamment :

- absence sans excuse valable à une intervention, à un exercice ou à un autre service mentionné à l'article 27 ci-dessous ;
- abandon de poste, insubordination, scandale, ivresse ou désobéissance ;
- détérioration volontaire ou par négligence des équipements confiés ;
- adjonction ou falsification faite dans le livret de service ;
- utilisation des équipements en dehors du service ;
- arrivée tardive ou en tenue incomplète ou malpropre ;
- tout autre comportement portant préjudice au bon fonctionnement du corps.

Art. 26 L'absence non justifiée à un exercice, à un service de piquet ou à une intervention est punissable d'un avertissement la première fois, d'une amende la deuxième fois. La troisième absence injustifiée entraîne l'exclusion du corps.

Art. 27 L'arrivée tardive non annoncée à un exercice entraîne la perte de 50 % de la solde et, au-delà de 60 minutes, elle est assimilée à une absence non justifiée.

Art. 28 ¹Le rapport de dénonciation est fait par le commandant ou par son remplaçant.

²L'avertissement ou l'amende est prononcée par l'Etat-major avec copie au Conseil communal, sur proposition du commandant ou de son remplaçant.

		<p>³L'exclusion est prononcée par l'Etat-major, respectivement le Conseil communal pour les officiers. En cas de faute grave, une exclusion immédiate peut être émise sans avertissement préalable.</p> <p>CHAPITRE V - Voies de droit</p> <p>Art. 29 ¹Toute décision prise en application du présent règlement est sujette à réclamation auprès du Conseil communal. L'article 86 al. 2 de la Loi sur les Communes (LCo) demeure réservé pour les sanctions pénales.</p> <p>²Les décisions du Conseil communal prises sur réclamation peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Préfet.</p> <p>³Le délai de réclamation et de recours est de trente jours dès la communication de la décision contestée.</p> <p>⁴Pour le surplus, les dispositions des articles 153 et ss de la Loi sur les Communes (LCo), ainsi que du Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA) sont applicables.</p>
Art. 5 Dispositions finales		CHAPITRE VI - Dispositions finales
<p>5.1 Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.</p> <p>5.2 Dès son entrée en vigueur, il abroge toutes les dispositions antérieures qui lui sont contraires, notamment le règlement du service de défense contre l'incendie, du 19 décembre 1977.</p>		<p>Art. 30 Le règlement organique du service de défense incendie du 1^{er} janvier 1998 est abrogé.</p> <p>Art. 31 Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Préfecture.</p>



Corps des Sapeurs-Pompiers

Annexe N° 1

EMPLOYES COMMUNAUX ASTREINTS

Art. 1 ¹ Les employés des services extérieurs sont astreints au service du feu et une mention est faite dans leur cahier des charges.

² Une incorporation volontaire des autres employés reste toutefois possible, moyennant une demande formelle auprès des ressources humaines de la commune.

³ Le Conseil communal statue sur les questions liées à l'incorporation d'un employé communal.

Engagement

Art. 2 ¹ Sitôt engagé, le service du personnel transmettra les coordonnées de l'employé astreint au service du feu au commandant. Celui-ci le convoquera dans un délai de 15 jours pour une information sur le fonctionnement du corps des sapeurs-pompiers.

² Une visite médicale «sapeurs-pompiers » et « employé communal » sera faite par le médecin conseil des sapeurs-pompiers. La réussite de cet examen confirmera l'engagement du collaborateur.

Interventions

Art. 3 ¹ Le personnel communal astreint assume les interventions se déroulant durant son temps de travail, soit en principe les jours ouvrables de 7h à 17h.

² Lors d'une alarme générale du corps, les employés communaux sont tenus de donner suite à l'alarme au même titre qu'un autre membre du corps des sapeurs-pompiers.

³ Les employés communaux astreints au service hivernal, hormis les cadres SP, sont, durant cette période, exemptés des tâches qui incombent à la section de service, c'est-à-dire des alarmes du soir et du week-end. Une participation volontaire est acceptée.

Service de piquet

Art. 4 ¹ Tous les membres du corps des sapeurs-pompiers, y compris les employés communaux, doivent assumer le service de piquet du week-end.

² Pour des cas exceptionnels, une exemption du service de piquet du week-end peut être demandée par le collaborateur via son chef de service au Conseil communal; un préavis des conseillers communaux respectifs et du commandant du feu sera demandé. L'exercice du samedi matin reste néanmoins obligatoire. Un cadre du corps des sapeurs-pompiers ne peut pas prétendre à cette exemption.

³ Pour les employés domiciliés hors des communes limitrophes, une exemption pour les tâches de la section de service et du service de piquet peut être prononcée par le Conseil communal sur proposition du commandant. L'exercice du samedi matin dans le cadre de sa section reste obligatoire.

⁴ Ce service de piquet peut être cumulé avec celui d'un autre service de piquet. En cas d'intervention pour l'autre service, le collaborateur informe l'officier de piquet qui prendra ses dispositions.

Compensation

Art. 5 ¹ Afin de compenser les heures de formation effectuées en dehors du cadre professionnel, et par souci d'égalité avec les employés non astreints, des jours de congé pourront être accordés par le Conseil communal sur la base d'un rapport fourni par le commandant jusqu'au 15 janvier pour l'année précédente.

² La règle d'attribution est la suivante :

Exercices du corps	minimum 5 exercices effectués dans l'année donnent droit à 1 jour de compensation
Exercices protection respiratoire	minimum 5 exercices effectués dans l'année donnent droit à 1 jour de compensation
Service de piquet	minimum 6 jours de piquet effectués (3 week-ends) dans l'année donnent droit à 1 jour de compensation.

Exemption de service

Art. 6 ¹ Un cadre du corps des sapeurs-pompiers ne peut pas prétendre à une exemption du service du feu.

² Les concierges ne sont pas astreints au service du feu dans le cadre de leur activité au sein de la commune.

³ Ils doivent assurer les tâches de défense incendie suivantes:

- a) Suivre la formation des enseignants concernant l'évacuation des écoles
- b) Suivre une formation d'utilisation des extincteurs
- c) Participer à l'élaboration du concept d'évacuation des écoles
- d) Garantir la sécurité d'évacuation, portes libres, signalisation.

Adopté par Conseil communal le

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Secrétaire

La Syndique

Emmanuel ROULIN

Erika SCHNYDER



Corps des Sapeurs-Pompiers

Annexe N° 2

TARIFS DES SOLDES DU SERVICE DU FEU

Soldes		Exercices	Interventions
Officiers			
<i>Capitaine, Premier-lieutenant, Lieutenant</i>	par heure	18.00	36.00
Sous-Officiers supérieurs			
<i>Adjudant, Fourrier, Sergent-major, Sergent</i>	par heure	17.00	34.00
Sous-Officiers			
<i>Caporal</i>	par heure	16.00	32.00
Sapeurs-pompiers			
<i>Appointé, Sapeur</i>	par heure	15.00	30.00
Divers			
Entretien	par heure		32.50
Administratif	par heure		32.50
Service de piquet du week-end <i>y.c. exercice du samedi matin</i>	par jour		55.00
Travaux commission du feu	par heure		36.00
Compensation cours cantonaux <i>(uniquement si le participant suit le cours sur son temps libre)</i>	par jour ouvrable		100.00
Indemnité de fonction du cdt du feu	par année		2'500.00

Adopté par Conseil communal le

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Secrétaire

La Syndique

Emmanuel ROULIN

Erika SCHNYDER



Corps des Sapeurs-Pompiers

Annexe N° 3

TARIFS DE FACTURATION D'INTERVENTION

Véhicules

Jeep	par heure	70.00
Camion tonne pompe	par heure	170.00
	Utilisation de la pompe par 30'	65.00
Mercedes technique	par heure	110.00
Mercedes PR	par heure	70.00
VW transport	par heure	70.00
Voiture Ci	par heure	50.00
Balayeuse communale	par heure	170.00

Engins

Motopompe	par sortie	65.00
	Utilisation de la pompe par 30'	35.00
Chariot à tuyaux	par sortie	30.00
Echelle remorquable	par heure	80.00
Echelle à coulisse	par sortie	20.00
Remorques diverses	par sortie	25.00
Module Inondation	par sortie	25.00
Aspirateur	par heure	40.00
Génératrice	par heure	30.00
Ventilateur	par heure	35.00
Pompe immergée	par heure	60.00
Treuil	par heure	100.00
Tronçonneuse	par sortie	70.00

Matériel

Extincteur	frais de remplissage	--
MicroCAFS	par sortie	45.00
	par remplissage	15.00
Projecteur mobile	par sortie / par mât	25.00
	par jour	35.00
Appareil respiratoire	par sortie yc 1 ^{er} cylindre	45.00
	recharge par cylindre	15.00
Appareil de sauvetage	par utilisation	45.00
Set de sauvetage	par utilisation	200.00
Extrait de mousse	par kg	6.00
CAFS	par kg	10.00
Planche sacs de sauvetage	par sortie	15.00
Tente 4.5/ 3 m	par sortie	150.00
Bac de rétention	par intervention	90.00
Appareil multigaz	par intervention	50.00
Caméra thermique	par intervention	50.00
Inondation	tarif de base	50.00
Produits absorbants	selon tarif ECAB / CR	
Frais administratifs	5 % du total final	
	(min. Fr. 100.-, max. Fr. 500.-)	

Frais de déplacement

Sur le territoire communal	compris dans le tarif de base	
Hors du territoire communal		
- Camion TP	par km	3.50
- Autres véhicules	par km	1.20

Main d'œuvre (facturation)

*Intervention	par heure et par personne	39.00
*Intervention SEN	par heure et par personne	35.00
Service de police	par heure et par personne	39.00

* la première est comptée entière, ensuite par fraction de ½ heure

Divers

Fausse alarme

1 ^{ère} fausse alarme	gratuite
2 ^{ème} fausse alarme	frais effectifs (FE)
Dès la 3 ^{ème} fausse alarme	une majoration des FE de 10% est ajoutée et ainsi de suite avec une augmentation de 10% supplémentaires avec chaque nouvelle fausse alarme.

L'Ordonnance concernant les frais d'intervention en cas de pollution (RSF 810.46) et le Tarif de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments pour l'intervention des centres de renfort demeurent réservés.

Ainsi adopté par le Conseil communal de Villars-sur-Glâne, le

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le Secrétaire

La Syndique

Emmanuel ROULIN

Erika SCHNYDER

Approuvé par Conseil général de Villars-sur-Glâne, le

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le Secrétaire

La Présidente

Emmanuel ROULIN

Véronique POLITO